

Avis n° 03-348 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 6 mars 2003 sur la décision tarifaire n° 2002202 de France Télécom relative à la modification de la tarification de l'abonnement téléphonique temporaire

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire de France Télécom reçue le 22 janvier 2003 ;

Vu les éléments d'informations complémentaires fournis par France Télécom le 12 février 2003 ;

Après en avoir délibéré le 6 mars 2003 ;

1. L'objet de la décision tarifaire

La présente décision tarifaire a pour objet la modification de la tarification de l'abonnement téléphonique temporaire pour les lignes analogiques ainsi que pour les accès Numéris, à l'exception de Numéris Grand Site et de Numéris Itoo.

1.1 Le contexte

Actuellement France Télécom fournit un abonnement temporaire au service téléphonique dont la durée effective est très variable : de quelques jours (cas de manifestations temporaires) à plusieurs mois voire plusieurs années (cas de chantiers en activité).

La tarification en est la suivante :

- Pour les lignes analogiques :
 - les frais de mise en service sont majorés de 50% par rapport à l'offre standard ;
 - le prix de l'abonnement (facturé par période mensuelle indivisible) est majoré de 50% par rapport à l'offre standard.
- Pour les accès Numéris :
 - les frais de mise en service sont identiques à ceux de l'offre standard ;
 - le prix de l'abonnement (facturé par période mensuelle indivisible) est identique à celui de l'offre standard.
- La tarification des communications (lignes analogiques ou accès Numéris) est fonction de la durée de l'abonnement temporaire, elle s'effectue :
 - par impulsions de taxes pour les abonnements de moins de cinq jours ;
 - à la seconde pour les abonnements supérieurs à cinq jours.

1.2 La décision tarifaire de France Télécom

France Télécom souhaite simplifier la définition de l'offre, faire évoluer la structure et en revoir la tarification.

Désormais, il est distingué deux types d'abonnements temporaires :

- abonnement dont la durée est inférieure ou égale à un mois ;
- abonnement dont la durée est supérieure à un mois sans dépasser un an.

a) abonnement dont la durée est inférieure ou égale à un mois

La tarification s'effectue sous la forme de forfait incluant :

- les frais de mise en service ;
- l'abonnement au service téléphonique ;
- la Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) 4 heures S1 ;
- le déplacement du technicien de France Télécom.

Le montant du forfait est spécifique selon qu'il s'agit d'un abonnement téléphonique pour une ligne analogique ou pour les accès Numéris. Il est de 215 euros hors taxes pour la première ligne analogique souscrite et de 425 euros hors taxes pour la première ligne souscrite en accès de base isolé, en Numéris Duo ou pour le premier accès d'un groupement d'accès de base.

A partir de la deuxième ligne installée à la même adresse, le montant du forfait est réduit de 15%.

Les communications téléphoniques sont tarifées à la seconde sur la base des tarifs appliqués dans le cadre de l'abonnement principal.

Les abonnements temporaires de lignes analogiques relèvent des conditions spécifiques du contrat professionnel.

b) abonnement dont la durée est supérieure à un mois sans dépasser un an

La tarification comprend des frais de mise en service spécifiques (incluant les frais de déplacement d'un technicien) et un abonnement au service téléphonique dont le montant est identique à celui de l'abonnement permanent concerné. Cet abonnement est facturé au *prorata-temporis*.

Le montant des frais de mise en service est de 185 euros hors taxes pour la première ligne analogique souscrite et de 375 euros hors taxes pour la première ligne souscrite en accès de base isolé, en Numéris Duo ou pour le premier accès d'un groupement d'accès de base.

A partir de la deuxième ligne installée à la même adresse, les frais de mise en service sont réduits de 15%.

Les communications téléphoniques sont tarifées à la seconde sur la base des tarifs appliqués dans le cadre de l'abonnement permanent concerné.

Le client peut paraître, à sa demande, sur les listes de l'annuaire électronique et des services de renseignements de France Télécom.

2. L'analyse de l'Autorité

Les lignes analogiques et Numéris relevant de l'abonnement temporaire représentent moins de 20 000 lignes téléphoniques par an, les lignes analogiques en représentant près des deux tiers. Il s'agit majoritairement d'abonnements temporaires dont la durée est inférieure à un mois.

L'Autorité note que désormais les abonnements téléphoniques temporaires ne peuvent excéder une durée supérieure à douze mois. Si cette durée venait à être prolongée au-delà de douze mois, l'abonnement serait considéré comme étant renouvelé en tant qu'abonnement permanent.

Pour ce qui concerne les abonnements temporaires dont la durée est inférieure ou égale à un mois, l'Autorité note que, quel que soit le type d'abonnement, le forfait intègre un service à

Garantie du Temps de Rétablissement en moins de 4 heures, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 (ce service est facturé isolément au catalogue des prix de France Télécom 17,53 euros hors taxes par mois aux clients titulaires d'un abonnement au contrat Professionnel).

2.1 Sur l'effet pour les consommateurs

L'Autorité observe que dans le cadre des abonnements dont la durée est inférieure ou égale un mois, cette modalité se traduit en moyenne par une hausse d'environ 140% pour les utilisateurs.

2.2 Sur l'économie du dispositif

Le mouvement envisagé par France Télécom comporte deux logiques : une logique de simplification et une logique de réévaluation des tarifs.

La logique de réévaluation des tarifs est présentée par France Télécom comme une nécessité pour rapprocher les tarifs de l'abonnement temporaire de ses coûts.

Sur ce point, l'Autorité a demandé à France Télécom de fournir les éléments de coûts se rapportant aux lignes analogiques et numériques relevant de l'abonnement temporaire. Les éléments de réponse fournis par l'opérateur ne permettent pas, en l'état, de disposer d'éléments conduisant à identifier les seuls coûts relatifs aux lignes temporaires qui restent, selon France Télécom, plus élevés que ceux d'une ligne permanente. Ces coûts sont globalisés au sein des coûts relevant de l'abonnement et des frais de mise en service toutes lignes permanentes et temporaires confondues.

3. Conclusion

L'Autorité constate que la définition et la structure de la nouvelle offre relative à l'abonnement temporaire de France Télécom sont plus cohérentes. Elle note une homogénéité entre les ligne analogique et les accès Numéris, et l'adaptation de la tarification des communications téléphoniques se rapportant à ces types d'abonnement.

Toutefois, pour ce qui concerne les abonnements dont la durée est inférieure ou égale à un mois, elle s'interroge sur l'effet de la réévaluation tarifaire envisagée par France Télécom sur les utilisateurs, même si cette réévaluation s'accompagne de compléments de service.

Compte tenu de l'ampleur de la réévaluation pour ces abonnements et de l'absence de données justificatives précises en terme de coûts, l'Autorité émet un avis défavorable.

Elle se prononce favorablement sur la partie de la décision tarifaire n° 2002202 de France Télécom se rapportant à la modification de la tarification de l'abonnement téléphonique temporaire dont la durée est supérieure à un mois.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 2003

Le Président

Paul Champsaur